



Date d'attribution : 2016-10-31
Contrat n° 35035-165058/001/CY
ROP 061-16
POR@PCO-BCP.gc.ca

Bureau du Conseil privé

Collecte continue de données qualitatives concernant les opinions des Canadiens – Cinquième ronde de groupes de discussions

SOMMAIRE
Juillet 2017

Ipsos, Affaires publiques

1, rue Nicholas, bureau 1400

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Tél : 613.241.5802

Télec. : 613.248.7981

www.ipsos.ca

« Ce rapport est aussi disponible en anglais »



Déclaration de neutralité politique

J'atteste par les présentes, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits finaux ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, sur les préférences de partis politiques, sur les positions vis-à-vis de l'électorat ou sur l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge
Président
Ipsos, Affaires publiques

1. Sommaire

Contexte et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles de façon impartiale. Dirigé par le greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à réaliser sa vision et à donner suite avec rapidité et efficacité aux enjeux avec lesquels le gouvernement et le pays doivent composer.

À titre de conseiller du premier ministre, le BCP fournit de l'information et des conseils objectifs et de qualité pour soutenir le premier ministre et le Cabinet, dont de l'information sur les priorités des Canadiens. À cette fin, le Secrétariat des communications et de la consultation du BCP aide le Cabinet du premier ministre à coordonner les communications du gouvernement et à établir les grands thèmes de communication et les messages principaux du gouvernement, conformément aux priorités gouvernementales, telles que déterminées par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également avec les secrétariats responsables des politiques du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Dans l'exercice de son mandat, le BCP a exigé l'établissement d'un cycle continu de collecte de données qualitatives afin d'assurer une représentation à jour des opinions des Canadiens sur des enjeux à grande échelle présentant un intérêt pour le gouvernement, comme leurs points de vue sur ce que devraient être les priorités du gouvernement. En outre, le fruit de ces recherches permet au gouvernement de mieux comprendre les tendances nouvelles et de mesurer l'opinion des Canadiens sur des enjeux nationaux clés et les principales initiatives stratégiques.

Grâce à un cycle continu de collecte de données des groupes de discussion, le BCP connaîtra beaucoup mieux les points de vue des Canadiens en ce qui concerne les enjeux les plus importants du pays, leur perception à l'égard de la façon dont le gouvernement devrait régler ces enjeux, les attentes quant aux mesures découlant des priorités du gouvernement, et leur opinion concernant la façon dont le gouvernement peut concentrer ses efforts efficacement pour régler les enjeux nouveaux. Cette recherche aide à étayer l'élaboration de messages et de produits de communication et à établir des tactiques de diffusion pour répondre aux enjeux prioritaires. En outre, la recherche permet au gouvernement du Canada d'élaborer des activités de communication et de les peaufiner, afin de répondre aux besoins précis des Canadiens grâce à de l'information à jour, facile à comprendre et d'actualité fondée sur les perceptions actuelles des Canadiens dans les domaines concernés.

Cette quatrième vague de collecte de données qualitatives avait pour but de réunir les commentaires de Canadiens sur des politiques et des enjeux choisis, qui sont importants pour le gouvernement du Canada. Les enjeux discutés dans le cadre des groupes de discussions différaient d'un endroit à l'autre. Les sujets couverts étaient les suivants :

- Actions du gouvernement du Canada
- Relations Canada-États-Unis

- Pauvreté
- Défis locaux
- Secteur culturel au Canada
- Radio-Canada
- Conduite avec facultés affaiblies
- Sécurité publique
- Justice
- Cybersécurité

Aperçu de la méthodologie

Cette cinquième vague de recherches qualitatives comprenait une série de 16 groupes de discussion composés de Canadiens âgés de 20 ans ou plus, et les rencontres ont eu lieu entre le 8 et le 30 mai 2017. Tous les groupes de discussion ont échangé pendant environ deux heures et les séances se sont déroulées en soirée dans toutes les villes, la première à partir de 17 h 30 et la deuxième, à partir de 19 h 30. Ces séances ont eu lieu dans les villes suivantes :

- Moncton – 8 mai
- St John’s – 10 mai
- North Vancouver/Innisfail – 15 mai
- Calgary – 16 mai
- North York/Edmonton – 23 mai
- Montréal – 24 mai
- Sault Ste. Marie – 29 mai
- Sudbury – 30 mai

En tout, douze participants ont été recrutés pour chaque séance afin d’assurer la présence d’un minimum de huit à dix participants. Au total, 144 participants ont pris part aux discussions. Tous les participants ont reçu une rétribution de 75 \$ pour participer aux séances dans les locaux prévus à cette fin. Le questionnaire préalable a contribué à constituer un échantillon représentatif de la population en général, avec une combinaison équilibrée de genres, d’âges, d’éducation, de revenus et de caractéristiques liées à la composition du ménage. D’autres précisions méthodologiques sont présentées en annexe.

Ce deuxième volet de la recherche fait partie d’un projet de collecte continue de données qualitatives qui fait appel à 144 groupes de discussion tenus dans le cadre de plusieurs vagues au cours de l’année 2017, avec l’option de renouveler le cycle de la recherche pour deux autres années. Le coût total du marché lié à ce projet de recherche pour l’année civile 2017 s’élève à 916 865,05 \$, TVH comprise.

Principales constatations

Défis locaux

À North Vancouver, les participants étaient préoccupés par le coût du logement et le besoin d'améliorer l'infrastructure. À Calgary, la discussion portait principalement sur l'économie et ses répercussions récentes sur le marché du travail, ainsi que sur le coût du logement. Ceux de St. John's ont estimé que le nombre d'emplois dans la collectivité avait diminué, ce qui a été mis en évidence lors d'un exercice où les participants ont souligné que « la diminution de la classe moyenne » constituait une préoccupation majeure. Pendant l'exercice à Sudbury, les soins de santé, le manque d'emplois et le coût de la vie ont été soulignés par la communauté, tandis que ceux de Sault Ste. Marie ont noté un manque d'emplois de qualité dans la communauté et un besoin de diversification économique locale.

Relations Canada-États-Unis

Le point de vue sur les relations canado-américaines était similaire partout. Les participants ont estimé qu'il était important que le gouvernement canadien protège ses intérêts commerciaux; des compromis dans les accords commerciaux seraient acceptables, mais ils n'ont pas estimé que cela était nécessaire à ce stade préliminaire; les participants ont également reconnu la nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'il en vient à défendre les intérêts du Canada, car les États-Unis ont une économie importante et sont l'un des plus importants partenaires commerciaux du Canada. Les discussions sur les accords sur le bois d'oeuvre et les produits laitiers ont permis aux participants de se sentir à l'aise avec l'approche actuelle du gouvernement. Il était également largement accepté que le Canada et les États-Unis devraient travailler ensemble sur les questions environnementales, même si cela sera difficile à accomplir.

Pauvreté

Les participants de Calgary, North Vancouver et St. John's ont noté une augmentation de la pauvreté dans leurs communautés. Selon les participants, les principaux facteurs ayant contribué à cette augmentation ont été la hausse des coûts du logement (North Vancouver), l'affaiblissement des perspectives économiques provinciales (Calgary) et le manque d'emplois stables et bien rémunérés dans la communauté (St. John's). Les opinions étaient partagées lorsqu'on leur demandait si le gouvernement devrait se concentrer sur « la réduction du nombre de Canadiens vivant dans la pauvreté » ou plutôt mettre l'accent sur « Augmenter le nombre de Canadiens à faible revenu qui se joignent à la classe moyenne »; mais lorsqu'on leur a demandé quel était le groupe cible d'une stratégie de réduction de la pauvreté, les « travailleurs pauvres » étaient clairement le premier choix dans tous les cas. La pauvreté a été définie de la même manière par tous les groupes, c'est-à-dire comme l'incapacité à payer toutes les nécessités, y compris le logement, la nourriture, les services publics, l'accès à Internet et les soins de santé. Il n'y avait aucune préférence claire quant au choix des politiques du gouvernement fédéral qui seraient les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté au Canada, mais les politiques relatives à un revenu minimum garanti, à la formation professionnelle, et à la construction de logements abordables étaient le plus souvent discutées.

Langues officielles

La protection de la langue française était importante pour les participants de Moncton et de Sudbury. Cependant, les idées sur l'état actuel de la langue française à Sudbury variaient quelque peu. Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que la disponibilité de l'accès aux services et à l'éducation en français dans la communauté augmentait, et qu'ils ne percevaient pas autant de discrimination envers les francophones que par le passé. Cependant, les participants craignaient toujours la pérennité de la langue française dans leur communauté, car il y avait un sentiment général que les jeunes générations de Franco-Ontariens ne se préoccupaient pas de la vitalité de leur langue. Au cours de l'exercice écrit, la question clé choisie par de nombreux participants était de transmettre la langue et la culture françaises aux jeunes générations.

Patrimoine

Une fois la description fournie, les participants de Sault Ste. Marie, de North York, de Montréal et de Sudbury ont reconnu l'importance du secteur culturel au Canada. Interrogés sur les principaux défis du secteur culturel, ils ont discuté de la forte concurrence, en particulier des créateurs et producteurs américains, ainsi que de leur perception que l'on semble accorder peu d'importance au secteur culturel au Canada. Ceux de Sault Ste. Marie et de Sudbury n'ont pas eu de position précise quant à ce que devrait être le rapport entre le gouvernement et le secteur culturel, tandis que les gens de North York ont estimé qu'il était plus important pour le gouvernement fédéral de soutenir la culture canadienne. Lorsqu'on leur a posé la question, plusieurs ont estimé que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les partenariats ainsi que sur la numérisation de la culture canadienne.

L'industrie de l'information a été signalée comme une industrie en difficulté, mais le désir de protéger l'industrie en tant que telle n'a pas souvent été exprimé, car beaucoup pensaient que plus d'efforts devraient être consacrés à la modernisation de l'industrie en soutenant le contenu numérique.

Radio-Canada est perçue comme ayant un rôle essentiel dans le secteur culturel pour les Canadiens de toutes les régions et contribue à créer un sentiment d'appartenance et d'identité nationale. Bon nombre d'entre eux ont fait remarquer que la SRC faisait du bon travail pour la promotion du contenu local, que la quantité de contenu autochtone pouvait être augmentée et qu'il fallait faire plus pour cibler le contenu sur les jeunes.

Conduite avec facultés affaiblies

Au début, les participants n'étaient pas en faveur de l'administration aléatoire des tests d'alcoolémie (BAC) et estimaient qu'il devait y avoir une réelle justification, par exemple fondée sur une odeur d'alcool ou une conduite visiblement dangereuse, pour administrer un test. Après discussion, les opinions ont légèrement changé et la plupart étaient en faveur d'une quantité raisonnable d'arrêts aléatoires pour assurer la sécurité de tous les conducteurs. Dans l'ensemble, les participants ont estimé que des tests aléatoires, sont raisonnablement gérés, sont justifiés en raison du nombre de décès attribuables à la conduite avec facultés affaiblies, et de la capacité de ces tests à réduire ce nombre.

Sécurité publique

La sécurité nationale a été décrite par les participants à North York, Montréal, Sault Ste. Marie et Sudbury comme étant la protection des citoyens canadiens, la protection du commerce et des ressources naturelles et la prévention du terrorisme au pays et à l'étranger. Les organismes de sécurité nationale connus des participants comprenaient le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le ministère de la Défense nationale (MDN). Le partage de l'information entre ces organismes était important pour beaucoup, en particulier quand il fallait sauver des vies, assurer la sécurité nationale et économiser de l'argent. Les termes privilégiés pour décrire les principes directeurs de la sécurité nationale au Canada étaient la sûreté et la sécurité, car ils sont perçus comme étant les fonctions de base de la politique de sécurité.

Justice

Les participants de North Vancouver, de Calgary et de St. John's étaient au courant de l'existence de peines minimales obligatoires au Canada; cependant, peu d'entre eux ont pu donner des détails précis. Dans l'ensemble, les participants croyaient que l'existence de peines minimales obligatoires rendait le système de justice pénale plus équitable, étant donné que des sanctions étaient imposées à quiconque commettait un crime, peu importe son statut social ou l'accès à un avocat. Lorsqu'on leur a présenté l'idée d'augmenter certains de ces maximums et d'abroger certains minimums obligatoires, beaucoup ont convenu d'augmenter les maximums pour certains crimes, mais en maintenant les minimums obligatoires. Enfin, les participants ont eu la possibilité d'utiliser des exemptions spéciales pour contourner les minimums obligatoires. Les participants se méfiaient de l'influence et des préjugés que les juges pouvaient avoir sur ces cas, et ne se sentaient à l'aise avec cette suggestion que lorsqu'il était clair qu'il y aurait des critères stricts et des lignes directrices pour qu'une cause puisse bénéficier d'une exemption spéciale.

Cybersécurité

Les participants de Calgary et de North Vancouver ont décrit la cybersécurité comme une surveillance de l'activité en ligne et de la protection des renseignements personnels. Dans les deux endroits, des exemples précis de cyberattaques et de menaces ont été cités, comme les récentes cyberattaques des Services de santé britanniques, les Services de santé de l'Alberta et les attaques contre la cybersécurité de la Maison Blanche. Les participants des deux endroits avaient entendu parler que le gouvernement fédéral abordait la question de la cybersécurité, mais ils ont estimé que, par rapport aux autres pays, ce problème n'était pas hautement prioritaire pour le Canada. Bien qu'il y ait eu un fort appui quant à la notion de protection du processus électoral contre les cybermenaces, plusieurs préoccupations ont été exprimées, comme la présence accrue du gouvernement et son impact sur la liberté d'expression, ainsi que les raisons pour lesquelles seule la protection des processus électoraux était une préoccupation, au lieu des services gouvernementaux en général.

Note sur l'interprétation des constatations

La recherche qualitative est conçue pour révéler un riche éventail d'opinions et d'interprétations plutôt que pour mesurer quelle proportion de la population cible a une opinion donnée. Ces résultats ne doivent pas servir à estimer la proportion chiffrée ou le nombre d'individus de la population qui ont une

opinion particulière parce que sur le plan statistique, ils ne peuvent pas être utilisés pour établir des projections.

Les groupes de discussions sur les priorités du gouvernement ont pour but d'obtenir une meilleure compréhension des points de vue des participants, et viennent souvent compléter des constatations quantitatives réunies au moyen d'enquêtes. Ce type d'information est essentiel pour le Bureau du Conseil privé dans le cadre de son rôle de conseil et d'appui au Cabinet et à ses comités.